
« La liberté académique. Risques et menaces » est le thème du nouvel appel à propositions pour le dossier du volume 36, numéro 2 (2024) de la revue ESS.

La revue Enseignement supérieur et société (ESS) de l'Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC) ouvre son appel à propositions pour le dossier thématique intitulé : « Libertés académiques. Risques et menaces ».

Dans un monde en constante évolution, la profession académique est confrontée à des défis sans précédent. D'une part, nous constatons une augmentation de ses responsabilités, de sa charge de travail, ainsi que la diversification et la complexification de ses rôles. D'autre part, une série de transformations dans la manière dont leur travail est réglementé, liées à l'interférence croissante de l'État (Moreno & Muñoz, 2020 ; Acosta Silva, 2002) et du marché (Pérez Mora, 2019 ; Slaughter & Leslie, 1997) dans son fonctionnement, ce qui a un impact sur une bureaucratisation croissante, ainsi que sur une marchandisation de la production de connaissances (Naidorf, 2005 ; Scott, 2024). À tout cela s'ajoutent les relations diverses et complexes entre les universitaires et les structures de pouvoir.

Ce dossier vise à encourager la discussion et l'analyse de ces risques et implications, ainsi que d'autres, qui menacent la liberté académique dans un contexte complexe et volatile caractérisé par l'interdépendance. À cette fin, les auteurs sont invités à soumettre des documents portant sur les axes thématiques suivants :

- **La liberté académique face aux logiques bureaucratiques.** Au cours des 30 dernières années, les contrôles bureaucratiques et les systèmes de régulation de la profession académique ont considérablement augmentés. Compte tenu de la nécessité de garantir la réalisation des objectifs, dans le cadre d'un discours de recherche de la qualité, d'amélioration continue et de professionnalisation académique, des procédures, des systèmes d'évaluation, de contrôle et de responsabilité ont été mis en œuvre, imposés au personnel académique, non seulement dans leur travail d'enseignement et de recherche, mais aussi dans diverses activités telles que le tutorat, la gestion académique et les projets de sensibilisation, entre autres (Pérez Mora ; Castañeda Bernal & Inguanzo Arias, 2022a ; 2022b). En particulier, nous souhaitons ouvrir le débat sur la mesure dans laquelle les règles, les politiques et les lignes directrices établies dans le cadre d'une logique bureaucratique restreignent ou limitent la liberté académique.
- **La liberté académique face aux logiques de marché.** Autour de cet axe, la question de l'influence du pouvoir économique dans la définition des sujets pertinents et des priorités dans les agendas de recherche se pose (Pérez Mora ; Castañeda Bernal & Inguanzo Arias, 2022a). Nous retrouvons également la valeur économique que la connaissance a acquise, par exemple, dans les brevets, ainsi que les différents capitaux économiques, culturels, humains et

sociaux, qui sont développés dans une logique de marché. Cette étude met également en évidence la rationalité économique des programmes d'incitation et la manière dont les indicateurs génèrent de modèles de contrôle comportemental, ce qui a sans aucun doute un impact sur la liberté académique.

- **La liberté académique face aux logiques de pouvoir.** La liberté académique et les mécanismes de contrainte auxquels elle est confrontée présupposent de dispositifs d'exercice du pouvoir: le pouvoir de l'académicien de décider librement ses actions par opposition au pouvoir d'une entité extérieure qui impose des directives comportementales, des interdictions, des incitations et des sanctions (Pérez Mora, 2019). Dans ce contexte, il est crucial d'analyser dans quelles mains réside le contrôle de ces systèmes, de comprendre les motivations et les intérêts de ceux qui définissent leur orientation, et d'évaluer les populations qui en bénéficient et celles qui en sont affectées. Cela peut inclure des études sur l'abus de pouvoir, l'imposition des intérêts des groupes dominants, le contrôle excessif, les violations, la répression et/ou la censure. Mais aussi, les effets sur la liberté académique de certains secteurs académiques vulnérables ou de ceux dont les conditions de travail sont précaires ou défavorables, par exemple ceux qui ont des contrats temporaires.
- **La liberté académique contre la culture de l'annulation.** Il est important d'analyser les études relatives à la violation de l'esprit de liberté académique et au développement de la culture de l'annulation, qui encourage à ne pas discuter des idées ou à ne pas exprimer de sentiments contraires à ceux qui ont le pouvoir d'annuler (Sitze, 2023). Cet axe englobe l'analyse du pouvoir des communautés et des réseaux numériques d'annuler des écrits, des opinions ou des personnes, notamment dans l'enseignement et la recherche, en exerçant des pressions, des remises en question ou des critiques, ainsi que les risques ou menaces existants qui, par ce biais, conduisent au harcèlement, à l'intolérance, à l'exclusion ou au boycott injustifié d'académiciens et de leurs produits, affectant ainsi la liberté académique.
- **Limites de la liberté académique.** Études critiques, théoriques ou empiriques qui discutent ou analysent les implications et les limites de la liberté académique, entre, d'une part, les risques possibles d'abus ou de dépassement par les académiciens dans des conditions de réglementation laxiste et de degrés élevés de liberté, et d'autre part, les risques et les menaces découlant des mécanismes de réglementation et des stratégies de contrôle visant à garantir la qualité de l'enseignement et de la recherche. En d'autres termes, les limites entre la liberté académique et les mécanismes de contrôle et de régulation dans un contexte où les résultats académiques, l'impact social de la connaissance, la qualité de l'enseignement et la réussite des étudiants sont de plus en plus importants.

Les études empiriques, les essais théoriques, les systématisations d'expériences et les déclarations sur le thème du dossier, qui sera organisé par des professeurs de l'université de Guadalajara (Mexique) : Ricardo Pérez Mora, Blanca Inguanzo Arias et Carlos Iván Moreno, sont les bienvenus.

Comme dans les numéros précédents, la revue maintient sa section générale ouverte à la réception d'articles présentant des études et des recherches sur l'enseignement supérieur dans la région et ses institutions universitaires.

La date limite de soumission des articles pour ce numéro est fixée au 29 septembre 2024.

Tous les articles seront reçus via la plateforme de la Revue Enseignement supérieur et société (ESS) <https://iesalc.unesco.org/ess/index.php/ess3/about/submissions> où les règles et les formats de soumission sont disponibles. En outre, chaque article fera l'objet d'une évaluation externe en double aveugle par des pairs.

Pour plus d'informations, écrivez à ess-iesalc@unesco.org

Références

- Acosta Silva, A. (2002). El neointervencionismo estatal en la educación superior en América Latina. *Sociológica*, 17, 43–72.
- Altbach, P., & Blanco, G. (2024). Editorial: Authoritarian Threats to Higher Education Require a Response. *International Higher Education*, (117), 3. <https://ejournals.bc.edu/index.php/ihe/article/view/17495>
- Moreno, C. I. & Muñoz, C. D. (2020). El regreso del Estado en la educación superior de América Latina: reformas legales hacia un neo-estatismo colegiado. *Revista de la Educación Superior*, 49 (194), 68-85. <http://resu.anuias.mx/ojs/index.php/resu/article/view/1125>
- Naidorf, J. (2005). La privatización del conocimiento público en Universidades Públicas. En *Espacio Público y Privatización del Conocimiento. Estudios sobre políticas universitarias en América Latina*. CLACSO.
- Pérez Mora, R; Castañeda Bernal, X. Y & Inguanzo Arias, B. L. (2022a). El trabajo científico: entre la racionalidad económico-burocrática y la racionalidad ético-política. *Analecta Política*, 12(23), 01-26. <https://doi.org/10.18566/apolit.v12n23.a05>
- Pérez Mora, R; Castañeda Bernal, X. Y & Inguanzo Arias, B. L. (2022b). Organización y libertad académica. Implicaciones en la producción y movilización del conocimiento. *Revista de la Educación Superior*, 51(202), 107-124. <http://resu.anuias.mx/ojs/index.php/resu/article/view/2120>
- Pérez Mora, R. (2019). Los asedios a las academias. La pérdida de autonomía y libertad académica en el campo de las ciencias sociales. *Basail Rodríguez, A.(comp) Academias asediadas: Convicciones y conveniencias ante la precarización*. CLACSO. CESMECA-UNICACH-Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica. Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas
- Scott, P. (2024). Academic Freedom and the Dilemmas of the Modern University. In Slowey, M. & Taylor, R. *Academic Freedom in Higher Education: Core Value or Elite Privilege?* Routledge.
- Sitze, A. (2023). The Loss in Academic Freedom. *Law, Culture and the Humanities*, 19(3), 432-460.



Slaughter, S., & Leslie, L. L. (1997). *Academic Capitalism: Politics, Policies, and the Entrepreneurial University*. Johns Hopkins University Press.